

Bureau de Copenhague, le lundi 4 avril 2022

Projet d'intervention de M. Pascal Allizard,

Vice-président et Représentant spécial pour les affaires méditerranéennes
de l'AP-OSCE

Madame la Présidente, chère Margareta,

Mes chers collègues,

Monsieur le Secrétaire général, cher Roberto,

Mesdames, Messieurs,

J'ai souhaité prendre la parole sur ce point de l'ordre du jour pour vous rendre compte de ma mission de Représentant spécial, à un moment particulièrement crucial pour la stabilité, la sécurité et la coopération en Méditerranée, à l'heure où la guerre en Ukraine fait subir à l'ensemble de la région méditerranéenne de lourdes conséquences, et où, même indépendamment de ces circonstances tragiques, ou en tout cas concomitamment, des événements dramatiques affectent sérieusement certains de nos pays partenaires. Ceux-ci sont au nombre de six, je le rappelle : le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, Israël (représentée au sein de notre assemblée, je tiens à le souligner, par la Knesset et par le Conseil national palestinien) et la Jordanie.

La Méditerranée a fait l'objet de plusieurs échanges lors de notre récente mission aux États-Unis, où j'eus la chance d'accompagner la présidente Margareta Cederfelt, la vice-présidente Irene Charalambides et le secrétaire général Roberto Montella, pour une visite passionnante et dense, à New York, aux Nations-Unies, puis à Washington, au Congrès et au département d'État. Je saisis cette occasion pour remercier toutes celles et tous ceux qui ont organisé cette mission.

À Washington, j'ai pris l'initiative, comme m'y avait invité la présidente Margareta Cederfelt, et avec le précieux concours de M. l'Ambassadeur de France Philippe Etienne, d'organiser une table ronde avec les représentants de trois importants think-tank sur les enjeux de la Méditerranée, vus des États-Unis, dans le contexte actuel. Nous avons pu ainsi échanger avec M. Nathan Sachs, directeur du programme Moyen-Orient de la Brookings Institution, spécialiste d'Israël ; Mme Natasha Hall, senior fellow du center for

strategic et international studies, spécialiste de la Jordanie, de la Syrie et du Levant ; Mme Intissar Fakir, directrice du programme Afrique du Nord du Middle East Institute, spécialiste du Maghreb.

Nos échanges ont été riches et pourront faire l'objet d'un compte rendu plus détaillé. Dans le cadre de ce bureau, je souhaite les résumer brièvement :

L'OSCE et notre assemblée en particulier ont des raisons évidentes de ne pas se désintéresser de la Méditerranée : la proximité géographique et les enjeux économiques mais aussi et surtout aujourd'hui les problèmes de sécurité rendus plus aigus par une démographie en croissance, par la montée de l'islam radical et du terrorisme islamiste et par l'explosion des flux migratoires. Ce contexte troublé, qui peut devenir réellement explosif, est bien sûr exacerbé par la guerre menée par la Russie en Ukraine, mais celle-ci ne vient qu'accroître des facteurs de tensions qui étaient déjà discernables auparavant et sur lesquels j'avais attiré votre attention dès notre réunion de Stockholm, en décembre dernier.

De fait, cette vaste zone de conflictualité devrait être aussi un espace de prospérité partagé. Il nous est clairement apparu, lors de nos échanges avec nos interlocuteurs américains, pendant cette table ronde, mais aussi au Congrès et au département d'État, que ceux-ci étaient en train de prendre toute la mesure de cette situation.

Je n'ai eu de cesse d'appeler, pour ma part, et au nom de notre assemblée, d'appeler, au-delà des urgences, ô combien préoccupantes, liées aux conséquences de la guerre en Ukraine, à une stratégie commune et à une vision à long terme.

Parmi les urgences et les sujets d'actualité nous avons évoqués avec nos interlocuteurs américains :

- Le Sahara occidental
- Le conflit israélo-arabe dont nous voyons à la suite des tout récents attentats en Israël qu'il cause toujours des victimes
- Les tensions en méditerranée orientale qui s'enveniment entre plusieurs États depuis la découverte d'importantes réserves d'hydrocarbures
- La guerre en Syrie et la déstabilisation de la région
- La guerre en Libye aux multiples intervenants extérieurs
- La guerre en Ukraine bien sûr a des conséquences sur la Mer d'Azov et la Mer Noire aux portes de la Méditerranée.

Tous ces facteurs génèrent de l'instabilité, conduisent à une militarisation dans la région - qu'elle provienne des États, de groupes terroristes, de milices ou de groupes privés (ex : Wagner)- et entraînent des mouvements importants de population. Un incident mal maîtrisé pourrait provoquer le pire. Et aujourd'hui le scénario du pire n'est pas qu'une vue de l'esprit.

Dans l'actualité, c'est naturellement le conflit russo-ukrainien qui inquiète le plus.

Les parties orientales de l'Europe et de la Méditerranée, mais pas seulement, sont concernées par ces potentiels dommages collatéraux. Dans l'immédiat, ce sont surtout les prix des hydrocarbures qui augmentent et impactent les économies et la vie quotidienne des citoyens. Et dans les mois qui viennent, une crise alimentaire majeure s'annonce pour les pays, notamment méditerranéens, clients du blé russe ou ukrainien. Les situations de l'Égypte et de la Tunisie, en particulier, suscitent les plus vives inquiétudes. Nous devons les aider à faire face à la crise alimentaire qui vient.

Face à ces risques, et face à l'émergence de nouveaux acteurs désinhibés, parfois davantage portés sur le coup de force que sur le dialogue, je relève que nos interlocuteurs américains voient dans la crise actuelle, lourde de menaces, aussi une source d'opportunité à saisir, un « kairós », un moment critique, qui peut et doit faciliter une prise de conscience des enjeux géopolitiques à l'œuvre dans la région méditerranéenne, au-delà même de la guerre en Ukraine, à l'heure où les questions de souveraineté reviennent au centre des préoccupations, sur terre, mais aussi dans les espaces maritimes, et il n'est guère d'espace plus central que la méditerranée, pour l'Eurype dans son ensemble, mais aussi pour toute la région de l'OSCE.

Notamment face à la Chine qui pousse toujours plus loin son commerce, ses investissements, ses accords bilatéraux, sa marine militaire...

Par conséquent, tous ces facteurs m'inclinent à penser qu'il est plus qu'urgent pour tous d'agir afin de faire face à ces défis communs. Personne ne détient à lui seul la solution à des problèmes imbriqués et la coopération n'est dès lors pas une option mais une nécessité. Telle est bien la raison d'être de l'OSCE, et de notre assemblée en particulier. C'est ce que je me suis efforcé de plaider auprès de nos interlocuteurs américains, et je suis heureux de vous informer qu'ils nous ont prêté une oreille particulièrement attentive. C'est aussi le rôle de la diplomatie parlementaire que nous incarnons et vous pouvez compter sur moi pour continuer à la faire vivre sur toutes les rives de cette mare Nostrum, la Méditerranée.

Je vous remercie.

